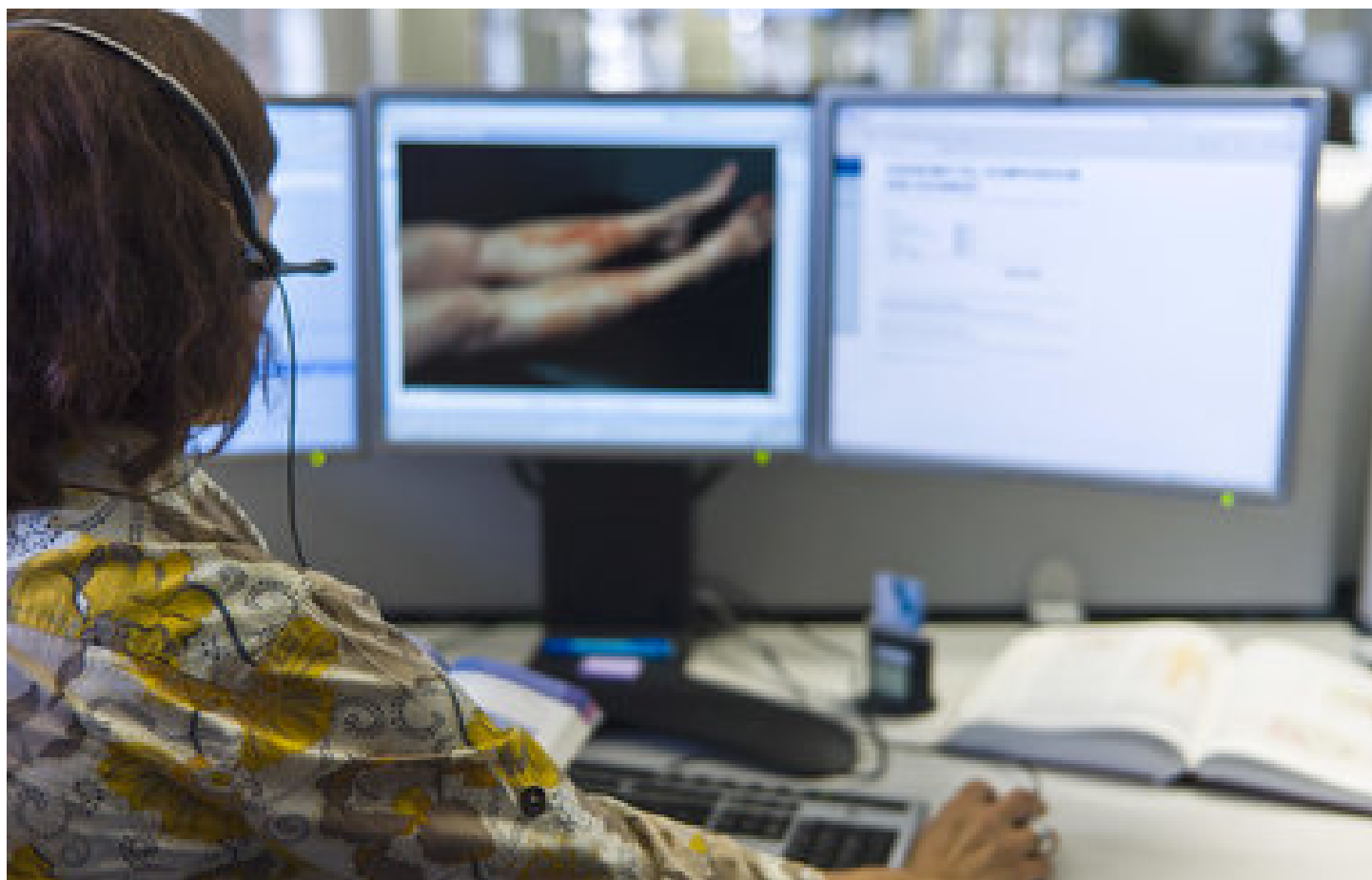


SANTÉ ABONNÉ

La médecine à distance aiguise les appétits



Durant le semi-confinement, la demande pour les consultations médicales à distance a été en forte hausse, ouvrant la porte à l'essor de la télémédecine. Plusieurs entreprises sont bien décidées à en profiter





Aline Bassin 

C'est en 1999 que la société Medgate, pionnière de la télémédecine en Suisse, a commencé ses activités. Autant dire que l'idée de mettre à profit le progrès technologique pour réduire les consultations physiques n'est pas nouvelle.

Populaire aux Etats-Unis ou au Canada, ce complément à la pratique de la médecine en cabinet a pourtant tardé à décoller en Suisse. L'arrivée de jeunes pousses, mais surtout le semi-confinement ont changé la donne, incitant les entreprises de ce secteur à passer la vitesse supérieure.

a fait faire un grand bond à tout le monde» »

Philippe Eggimann, président de la Société médicale de Suisse romande

Durant deux décennies, la télémédecine a principalement consisté en Suisse à estimer, par téléphone ou par courriel, si le patient avait besoin d'un rendez-vous médical ou non, voire, le cas échéant, à l'orienter. La pandémie de Covid-19 a révélé que les outils modernes de vidéoconférence permettaient d'aller plus loin, jusqu'à réaliser, dans certains cas, une consultation à distance.

Une multiplication des plateformes

«Cela a fait faire un grand bond à tout le monde, témoigne Philippe Eggimann, président de la Société médicale de la Suisse Romande. Les médecins ont appris, ils font désormais davantage confiance à ces plateformes.»

Lire aussi: Télémédecine: une révolution enfin en marche

Ces plateformes? Si certains ont d'abord dû improviser avec le service d'appel vidéo Facetime ou la messagerie WhatsApp, beaucoup ont ensuite opté pour des plateformes dédiées, promettant une sécurité renforcée, à l'instar de solutions gratuites développées rapidement par les HUG ou la start-up genevoise OneDoc.

Lancée il y a trois ans par deux diplômés de l'EPFL voulant offrir des outils d'assistance logicielle aux médecins, cette dernière a recensé 4000 consultations médicales en ligne pendant ces deux mois. Elle dénombre aujourd'hui 500 utilisateurs réguliers de cette solution, soit un quart de sa clientèle.

Vendredi dernier, au tour de Medgate de lancer sa propre plateforme de téléconsultation. Sécurisée, celle-ci, mise à disposition sans frais, vise à simplifier l'organisation de la relation entre le médecin et sa patientèle.

Sur le point de lancer, sur la riviéra lémanique, un cabinet pédiatrique alliant santé numérique et médecine présentielle, l'infirmière Maddalena Di Meo ne se montre pas surprise par cette annonce: «Medgate sent qu'ils avaient une longueur d'avance, mais qu'ils vont avoir affaire à une concurrence grandissante.»

La générosité de la société Medgate peut pourtant étonner. Cédric Berset, responsable du marketing chez Medgate, s'en explique: «Nous avons développé cet outil pour nos propres médecins. Mais pendant la pandémie, nous avons reçu beaucoup de demandes. Alors nous avons décidé de le mettre à disposition plus largement. L'intérêt, pour nous, c'est d'agrandir le cercle des médecins avec qui nous collaborons.»

Des médecins qui deviennent courtisés par les acteurs du secteur. Et pour les béotiens, il devient difficile de s'y retrouver tant les modèles proposés diffèrent. «On peut identifier trois grandes tendances, résume Fridolin Marty, responsable santé chez Economiesuisse: l'évaluation de la nécessité d'une consultation, la consultation en elle-même, mais aussi la volonté de capter des patients de manière durable dans un cadre plus large pour le fidéliser.»

Soignez-moi.ch à l'assaut de la Suisse alémanique

Mais les acteurs de la télémédecine dont il est difficile de mesurer le potentiel se laissent difficilement enfermer dans l'une de ces trois cases. Entre cabinets de consultation à distance intégrés, logiciels ou collaboration avec des médecins, les modèles économiques varient et n'ont pas tous encore prouvé leur pérennité.

Certains désigneront par exemple la start-up bernoise Soignez-moi.ch, comme un *gatekeeper* (un opérateur chargé de trier les patients), étiquette que son cofondateur Romain Boichat refuse. La plateforme travaille avec des praticiens qui consacrent quelques heures chaque semaine à examiner les questionnaires reçus, répondre aux questions, voire prescrire un traitement. Si le cas est réglé sans nécessité d'envoyer le patient en consultation, la plateforme facturera 39 francs. Dans le cas contraire, le service est gratuit et son utilisateur paiera pour sa visite chez son médecin traitant.

Créée en novembre, la jeune société a rapidement fait ses preuves. Elle approche aujourd'hui les 10 000 cas traités. Là aussi, la performance a été dopée par le semi-confinement: durant cette période, les sollicitations ont triplé. Elles ont baissé aujourd'hui, mais restent à un niveau plus élevé qu'auparavant.

À ce sujet, lire également: Soignez-moi.ch, petit poucet romand de la télémédecine

Conséquence: la jeune pousse poursuit son développement. Elle travaille à son lancement outre-Sarine, cet automne. Elle y opérera sous le nom de DoctorNow.ch. Ses fondateurs travaillent aussi activement avec les hôpitaux puisque l'une de leurs ambitions est de désengorger les urgences et de réduire les coûts de la santé.

lémédecine ne doit pas être considérée comme un ess comme les autres» »

.alena Di Meo, fondatrice de Que dit mon pédiatre?

Maddalena Di Meo assiste, dubitative, à la multiplication de ces initiatives entrepreneuriales: «La télémédecine ne doit pas être considérée comme un business comme les autres. C'est une pratique qui doit être codée déontologiquement, pratiquée avec éthique, tout en respectant la protection des patients et des praticiens», avertit celle qui a aussi accéléré la mise en service de sa plateforme de médecine à distance Que dit mon pédiatre durant la retraite forcée des Suisses.

Maîtriser les données

Former aussi les médecins à l'importance des données recueillies, en plus de la pratique de la télémédecine. Car, rappelle-t-elle, celle-ci n'est qu'une facette de la santé numérique qui se vaudra toujours plus personnalisée. Si, aujourd'hui, on s'inquiète surtout de la mainmise des assurances ou des employeurs sur nos données, à l'avenir, l'industrie pharmaceutique risque bien de s'y intéresser. Ou les GAFAM, puisque Google et Amazon s'aventurent dans cette activité outre-Atlantique.

La Fédération suisse des patients veille en tout cas au grain. Son président, Baptiste Hurni, vient de déposer un postulat demandant un état des lieux de ce qui semble être en passe de devenir un champ de bataille économique.

«Les acteurs de la télémédecine ont tout intérêt à gagner la confiance des médecins et des patients»

Le développement de la télémédecine se fait sur fond de craintes de transmission de données médicales à des acteurs non autorisés. Spécialisé dans la protection des données, l'avocat Nicolas Capt répond à ces craintes.

Le Temps: Le recours accru à la télémédecine suscite beaucoup d'inquiétudes liées à la protection des données. Quelles sont les normes de protection actuelles?



pt, avocat
dans la
des
Lea Kloos

Nicolas Capt: Les données médicales font partie des données personnelles dites sensibles, ce qui veut dire que la loi fédérale sur la protection des données (LPD) prévoit une obligation d'informer les personnes concernées en cas de traitement de cette catégorie de données et, surtout, que le consentement, lorsqu'il est requis, doit être explicite, libre et éclairé.

Indépendamment de la LPD, le médecin est en outre garant du secret médical et encourt donc possiblement des sanctions en cas de violations liées à la confidentialité des données médicales.

Les acteurs de ce domaine disent porter une attention extrême à la protection des données. Pourquoi?

Toute atteinte, d'origine accidentelle, volontaire ou malveillante, aux données personnelles sensibles constitue non seulement un enjeu juridique, dont les conséquences financières sont appelées à se renforcer, mais également un enjeu d'image dont les conséquences peuvent être catastrophiques pour les acteurs de la télémédecine.

Pour l'éviter, deux axes sont essentiels: il y a tout d'abord celui du respect des finalités, c'est-à-dire de veiller à ce que les données collectées ne soient utilisées qu'aux fins comprises et acceptées par la personne concernée et, en particulier, ne soient pas indûment transmises à des tiers. Il est également indispensable d'assurer, en tout temps, la sécurité des données, notamment en faisant usage de moyens technologiques – stockage dans des centres hautement sécurisés, chiffrement, etc. – et organisationnels adaptés.

Quelles sont les sanctions encourues en cas de transmission de ces données?

A l'heure actuelle, la LPD est un tigre de papier qui n'effraie personne, d'où le fait qu'elle est globalement assez peu respectée. Cela est toutefois appelé à évoluer avec la nouvelle loi en projet qui prévoit, quant à elle, des sanctions financières pouvant aller jusqu'à 250 000 francs. Cela étant, j'insiste aussi sur le fait que les acteurs de la télémédecine ont tout intérêt à gagner la confiance des médecins et des patients, en leur offrant des plateformes sûres et respectueuses des lois. A défaut, la télémédecine sera lourdement entravée dans son déploiement.

Autres articles sur le thème **Santé ▾ Suivre**



CORONAVIRUS 360 élèves et 50 professeurs mis en quarantaine dans le Jura



TECHNOLOGIE Malgré les apparences, SwissCovid fait face à une défiance massive



CORONAVIRUS En quarantaine après des vacances en Suède, dans les Balkans ou en Amérique

Autres contenus de la rubrique **Economie**



MATIÈRES PREMIÈRES **A**
L'initiative pour des
«multinationales
responsables» manque de
pragmatisme



GESTION DE FORTUNE **A** Michel
Longhini: «L'écosystème
Rothschild n'est pas du
marketing, ce sont nos
racines»



OPINION **A** Géorgie: l'UE
sera-t-elle au rendez-vous
?



COSMÉTIQUES **A** L'Oréal, au
risque de la couleur de
peau



COURT-CIRCUIT **A** L'insolence
de Mark Zuckerberg est
justifiée



FINANCE **A** Tout ce qu'il faut
savoir sur la nouvelle
facture avec code QR

Le choix de la rédaction



LA FOULE HORS DU MOULE (3/5) **A** Washington,
l'histoire de l'antiracisme en temps réel



INTERNATIONAL **A** Des ministres déjà
compliqués à gérer pour Emmanuel
Macron